ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Avenir de Renault Douai

Question écrite n° 21724

Texte de la question

M. Alain Bruneel alerte M. le ministre de l'économie et des finances sur l'avenir de l'usine Renault Douai. Alors que le site était conçu pour accueillir 12 000 salariés, les effectifs qui étaient encore de 7 000 personnes en 2002 ont baissé drastiquement pour atteindre 3 000 employés en 2019. Le nombre d'intérimaires est également en baisse, passant de 2 000 à environ 250 aujourd'hui. L'automatisation à outrance et l'externalisation de nombreuses activités fait perdre au territoire de nombreuses compétences. À titre d'exemple, l'usine qui était reconnue nationalement pour ses activités de peinture ne compte plus aucun peintre sur le site. La transformation de l'usine de Douai pour accueillir la future plateforme électrique de l'Alliance Renault Nissan Mitsubishi fait craindre aux salariés une nouvelle baisse des effectifs de l'ordre de 30 %. Il lui rappelle qu'un salarié Renault équivaut à 7 salariés induits et qu'une usine Renault Douai à 1 500 salariés induirait donc une région sinistrée pour les nombreux sous-traitants de l'industrie automobile. Il lui demande donc comment le Gouvernement entend peser sur la stratégie du groupe dont il est encore actionnaire afin de garantir l'avenir des effectifs des sites Renault sur le territoire français et notamment de l'usine George Besse.

Données clés

Auteur : M. Alain Bruneel
Circonscription : Nord (16e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 21724
Rubrique : Emploi et activité
Ministère interrogé : Économie et finances
Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Date(s) clée(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 10 février 2020
Question publiée au JO le : 23 juillet 2019, page 6804
Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)